

LA “DÉCENNIE GAGNÉE” POUR LA DÉPRÉDATION ENVIRONNEMENTALE DE GAUCHE EN AMÉRIQUE LATINE ET L’ÉTAT CUBAIN

En 1998, les économistes cubains Pedro Monreal et Julio Carranza se demandaient: «*Les choses ont-elles changé sous l’effet de la globalisation au point que renoncer à des changements structurels profonds dans les pays sous-développés soit la condition de leur développement?... On ne doit pas accepter l’idée en vigueur dans de nombreux pays du Tiers-Monde selon laquelle la seule alternative possible soit l’adoption d’un modèle de croissance fondé sur un développement exportateur des secteurs primaires*».

Vingt ans après la dénommée gauche latino-américaine au gouvernement a fait sienne cette idée et en allant encore plus loin: non seulement elle a construit un formidable dispositif policier-militaire-juridique qui a réussi à blinder cette “*seule alternative*” imposée par les pouvoirs de l’impérialisme global: elle a développé une pratique et un discours légitimant la vieille activité d’extraction massive et la déprédation de la nature qui a commencé aux temps de la colonisation. Cela permet d’affirmer, en paraphrasant Eduardo Galeano, que les veines ouvertes de l’Amérique latine sont toujours béantes mais la saignée est à présent administrée par les anciens révolutionnaires, lecteurs enthousiastes de l’écrivain uruguayen, dans le but de soutenir une nouvelle puissance impérialiste, la Chine, qui prétend être socialiste.

Depuis 1997, James O’Connor, sociologue américain initiateur du marxisme écologique, suggérait aux nouveaux mouvements sociaux: «*La lutte va bien au-delà de la démocratisation de l’État, il s’agit de lutter pour la démocratisation des départements de l’État chargés de réguler la fourniture des conditions de production. Sans cette perspective, les “nouveaux mouvements sociaux” resteront au niveau des mouvements anarcho-communautaires qui s’auto-détruiront*».

L’immense majorité des mouvements et partis de gauche de ces années-là observèrent à la lettre les mises en garde du docteur O’Connor, ils parvinrent au sommet des hiérarchies bureaucratiques de ces États et ont aujourd’hui pour ennemis ces mouvements «*anarcho-communautaires*» qui ne se sont pas auto-détruits d’ailleurs mais ont été bien des fois criminalisés et réprimés suivant les ordres de ces anciens camarades qui ont pris leur retraite pour faire la révolution dans les bureaux des États.

Mais ce n’est pas seulement sous l’influence d’académiciens tels que O’Connor que la grande majorité des gauches latino-américaines a pris cette direction. Un facteur plus décisif a été la persistance du vieux mythe de l’Eldorado et de ses dérivés, qui voit nos pays pauvres comme en lévitation sur d’immenses richesses en sous-sol qu’il suffit d’extraire pour les vendre ensuite au plus offrant. La gauche au pouvoir actuellement a ajouté un chapitre à ce mythe: si l’extraction et le traitement sont gérés depuis les «*départements de l’État*» par les révolutionnaires pour mettre en place des programmes sociaux adressés aux secteurs les plus défavorisés, alors voilà que nous sommes parvenus au socialisme du XXI^{ème} siècle.

C’est sous cette couverture qu’ont été mis en place les fameux programmes *Faim zéro* au Brésil, *PAINS* en Uruguay, *Programme Familles* en Argentine, mais aussi l’*Impôt Direct sur les Hydrocarbures* en Bolivie, et le cas le plus médiatique et intégral des *Missions Bolivariennes* au Venezuela. Tous ces programmes ont contribué de façon significative à la réduction de la pauvreté extrême dans notre région et sont fondamentaux pour étayer la perte d’image de gauche de ces gouvernements.

Mais à la base de ces programmes il y a une croissance exponentielle de l’activité d’extraction massive minière et pétrolière pour l’exportation. Ainsi la CEPAL dans un rapport de 2009 indique que les exportations

issues des mines et carrières des pays du MERCOSUR élargi (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay, Uruguay) sont passées de 20 milliards de dollars en 2004 à 46 en 2007. Le cas de l'Argentine est frappant car, pour un pays sans un passé en terme de production minière, la transformation sous les gouvernements des Kirchner a été très significative. D'après les calculs de la sociologue argentine Maristela Svampa, de 2003 à 2006 les projets miniers ont augmenté de 800% et les investissements cumulatifs de 490% et tout cela sur la base des normes légales élaborées pendant la période sombre que constitua le gouvernement néolibéral de Menem.

Le Brésil sous le gouvernement du PT est aussi en train de devenir une puissance minière. Le *Mineral-Yearbook de l'Amérique latine et du Canada*, établi par le *Service géologique des États-Unis*, estimait déjà en 2008 que ce pays doublerait en 2013 la production d'aluminium et triplerait celle du cuivre, en mettant en route de nouvelles mines et imités de traitement. D'après le rapport 2009 de la CEPAL, les exportations provenant de mines et de carrières au Brésil qui dépassaient les 6 milliards de dollars en 2003, sont grimpées à plus de 21 milliards en 2007. De son côté, l'État du Venezuela est en train de rentrer à grands pas également dans la dynamique de l'extraction minière à outrance et peu importe à cet égard qui gouverne le pays car la MUD comme le PSUV proposent exactement la même chose sur ce chapitre comme pour d'autres non moins significatifs.

De son côté, l'État cubain et la société sous sa domination ont déjà parcouru ce chemin inverse avec plus de quatre décennies d'avance par rapport à ces auto-désignés gouvernements progressistes de la région. Prenant les devants de par sa relation privilégiée avec la puissance impériale de l'ancienne URSS, Cuba a aussi connu nombre des statistiques vertigineuses que connaît aujourd'hui la région dans sa comptabilité au chapitre des matières premières à l'exportation, résultat d'un type de relation très similaire à celle qui est en train de se développer aujourd'hui avec la Chine, nouvelle puissance impérialiste. Mais dans le cinéma latino-américain il n'y a pas sans doute pas d'équivalent du film cubain *Polvo Rojo* (1981) du réalisateur et ancien militant communiste Jésus Diaz, un drame historique racontant les aventures personnelles et collectives de la récupération et mise en route de l'usine de nickel de Moa, expropriée aux yankees en 1960.

Une fois passé l'enthousiasme des gigantesques et fragiles plans de mécanisation centralisée de la production massive du sucre, de l'élevage ou de la pêche; après avoir vu l'essor et la décadence des dévastateurs plans de plantation massive de citriques, les méga-projets pour le riz, les plans nucléaires annulés de Juraguá, etc..., les gouvernants cubains redécouvrent à présent, sous l'impulsion contagieux de leurs acolytes latino-américains, un nouveau scénario pour redonner un élan et élargir l'activité minière du pays qui puisse aller de pair avec les entreprises cubaines couronnées de succès de manipulation génétique des expressions de la vie.

Ces lieux sur la carte de Cuba sont à nouveau mentionnés dans le journal *Granma* et ne sont nommés que comme faisant partie du territoire disponible pour la déprédation souveraine, socialiste et humaniste de la nature, en tant que simple ressource naturelle. Des lieux qui ont été laissés à l'abandon pendant plus de 25 ans: Santa Lucia de Pinar del Rio, Cuerpo 70, Mella, El Hierro, Las Uniones, Juan Manuel, El Cangre, El Jucaro de Bahia Honda, Rio del Callejon, Lela, Meseta de San Felipe, Sierra de Cajalbana, etc... Mais la nouvelle offensive minière à grande échelle a désormais un point de départ précis: Castellanos, la nouvelle usine géante de production de plomb et de zinc à l'exportation au nord de Pinar del Rio.

Face à ce nouveau cycle de déprédation, les chances de structurer, coordonner et dynamiser cette Cuba verte qui a émergé avec tant de difficulté et de façon si dramatique depuis le sous-sol populaire dans les années 90 sont à présent réduites au minimum. Elle nous avait permis de survivre au désastre où nous ont conduits les opérateurs du méga appareil étatique cubain, nous donnant la possibilité d'avoir un aperçu en avant-première de que serait une société moderne effondrée, quelque chose qu'oublie trop facilement les incondtionnels enthousiastes en place.

Mais nous ne sommes pas seulement en train de parler des typiques sujets ayant trait à l'environnement.

Nous sommes en train de nous rapporter à l'imaginaire social qui prend place peu à peu à mesure qu'avancent les projets miniers et de la tendance à l'affaiblissement des instances sociales et de la disposition d'esprit collective. On intègre les logiques de l'extraction massive pour l'exportation de nature dévastée comme la voie la plus raisonnable pour parvenir à une prétendue prospérité nationale, au-delà des 10 ans programmés pour une mine comme Castellanos, nous laissant comme résidus non seulement une piscine immense garantie de matériaux stériles (et toxiques) mais aussi des lobbys suffisamment puissants et protégés légalement désormais pour s'imposer sur le reste de la société et sur les victimes.

Ce n'est pas un hasard si depuis 2006 on ne tient pas à Cuba un *Forum National de Sciences et de techniques*, et que le mouvement d'innovateurs ayant existé jusque une décennie auparavant s'essouffle de plus en plus. Et que ne se tiennent plus ces *Congrès de Culture et de Développement*, un espace fort d'analyse plurielle et de monitoring sur les chemins de l'interaction entre l'économie et les projets socioculturels. Le projet de municipalisation des universités, espace potentiel de création de capacités intellectuelles pour la gestion du développement et de ses différentes voies dans les localités et régions du pays, a déjà été enterré (et sans honneurs d'aucune sorte). Pour les plans et échéances des enthousiastes de la mine Castellanos, rien de ce qui été évoqué n'a besoin d'être conservé ou débarrassé de ses origines caudillistes. C'est à nous, qui voulons un monde moins autoritaire, moins consumériste, avec moins de matière stérile (industrielle et humaine) de prendre les choses en charge.

Mario CASTILLO SANTANA

Membre du projet écologique cubain *Guardabosques* du *Taller Libertario Alfredo López* (La Havane), collectif de la *Fédération Anarchiste des Caraïbes et de l'Amérique Centrale*.

Publié dans *El Guardabosques* (Cuba), le 18 août 2017.
Traduction: Monica JORNET (*Groupe Gaston Coûté de la Fédération Anarchiste et Gruppo Errico Malatesta - FAI - Napoli*)
